

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI SAIWANYA - FRODEBU

CABINET DU PRESIDENT

TEL. 22.0768

CONFERENCE DE PRESSE

COMMENT SORTIR DE LA CRISE QUE
TRAVERSE LE BURUNDI DEPUIS LE
21 OCTOBRE 1993

BUJUMBURA, 11 NOVEMBRE 1993

**Madame, Messieurs les Représentants des
Missions Diplomatiques et Consulaires,**

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Il y a exactement trois semaines, tombaient sous les balles, les coups de baïonnettes et autres moyens sauvages pour tuer, les plus hauts responsables de l'Etat que le Parti SAHWANYA-FRODEBU avaient proposés au pays, qui les a ensuite acceptés dans sa plus large majorité lors des élections présidentielles et législatives des 1 et du 29 juin 1993. Son Excellence Monsieur NDADAYE Melchior, Fondateur du Parti SAHWANYA-FRODEBU qu'il a dirigé d'une main de maître avait été élu à 65 % des suffrages pour être le Premier Chef de l'Etat démocratiquement élu de ce pays. Pour diriger le Burundi Nouveau, Son Excellence Monsieur Melchior NDADAYE avait des collaborateurs aussi intelligents et dévoués que lui. Messieurs KARIBWAMI Pontien et Gilles BIMAZUBUTE qui ont joué un rôle de premier plan dans l'organisation et le raffermissement idéologique et politique du Parti SAHWANYA-FRODEBU dirigeaient la première Assemblée Nationale démocratiquement élue et véritablement représentative depuis exactement 28 ans.

Monsieur NDAYIKEZA Juvénal, le talentueux, Directeur de Campagne du FRODEBU lors des dernières élections, s'était à son tour vu confier les importantes responsabilités de ministre de l'Administration du Territoire et du Développement Communal. Enfin, Monsieur NDIKUMWAMI Richard que tout le monde a vu courir lors des meetings et campagnes du Parti, supervisant la sécurité du Parti et de ses dirigeants avait eu le privilège et l'honneur d'être le premier civil à se voir confier, depuis plus d'une quinzaine d'années les fonctions de responsable des services de renseignement. Toute une révolution.

Ce sont ces hauts responsables qui ont été la première cible des assassins qui, le 21 octobre 1993, au nom de "toutes les unités de l'Armée et de la Gendarmerie" ont manifesté leur hostilité à l'option démocratique prise par le peuple burundais. L'assassinat du Président de la République et beaucoup de ses collaborateurs visait donc à mettre fin à l'expérience démocratique qu'incarnait depuis le 10 juillet 1993 le Gouvernement du Burundi Nouveau.

Le drame consécutif à ces ignobles assassinats a mis en évidence la fragilité du tissu social burundais entamé par la gestion sectaire manifestée à travers le " tribalisme", le régionalisme, le clanisme et autres népotismes qui ont caractérisé la vie sociale, politique et économique du Burundi depuis une trentaine d'années. Un véritable engrenage de la violence dont le point commun est constitué de massacres interethniques s'est abattu sur le pays. Des milliers de burundais meurent uniquement parce qu'étant de telle origine ethnique ou alors de telle appartenance politique.

L'objet de mon intervention aujourd'hui n'est pas de revenir sur l'expression de ce drame que tout le monde connaît. Je voudrais plutôt aborder avec vous comment le Burundi peut se sortir aujourd'hui de ce drame et se remettre sur la voie de la démocratie, des droits et libertés qui doivent être reconnus à tous et à chacun peu importe leurs origines ethnique ou politique.

Trois points vont donc retenir mon attention :

1. Quelle évolution observe-t-on sur le terrain quant au rétablissement de l'ordre, de la sécurité et de la paix à travers le pays et comment les forces nationales partisans du droit et de la liberté devraient-elles davantage s'investir dans des actions destinées à consolider la paix ?
2. Comment devrait se concevoir la gestion politique de la période intérimaire obligée que devra vivre le pays jusqu'aux nouvelles élections présidentielles ?
3. Quelles perspectives doivent-elles être proposées au Peuple Burundais en vue de ramener et renforcer la confiance entre les différentes composantes de la Nation ?

I. ETAT DE LA SECURITE A TRAVERS LE PAYS

Le cycle de la violence meurtrière qui s'est instaurée dans le pays n'est pas univoque et unidirectionnel. Une certaine tendance cherche aujourd'hui à schématiser les faits et à présenter ce cycle comme suit :

Primo : Les assassinats du Président NDADAYE et de ses collaborateurs par des éléments issus d'une armée fortement ethnisée, régionalisée et même clanisée.

Secundo : Perception de cet assassinat par une partie de la population, les Hutu, comme refus de l'autre partie, les tutsi, de l'option démocratique. Cela aurait alors entraîné les massacres interethniques ou plutôt, dit-on, le génocide contre les tutsi.

Tertio : L'armée, essentiellement tutsi est alors revenue à la charge retranchée derrière sa mission de rétablissement de l'ordre mais en fait mue par un sentiment primitif et vengeur.

Aux yeux du Parti SAHWANYA-FRODEBU, une telle schématisation cache mal son but : présenter une partie de la population, comme étant l'unique responsable de ce que certains appellent déjà : " la purification ethnique". Ce qu'il faut reconnaître c'est que l'engrenage de la violence a pris des contours différents d'une région à une autre. C'est ainsi par exemple que si à Ruyigi ou à Gitega des éléments militaires et civils d'origine ethnique tutsi ont vite fait de prolonger l'acte ignoble d'assassinat du Président de la République par une élimination systématique de cadre du FRODEBU ou autres cadres administratifs ou commerçants d'origine hutu, dans certaines autres communes du pays on a vu des groupe ethniquement composés de hutu vite partis "venger" la mort du Président NDADAYE en assassinat gratuitement leurs concitoyens d'origine tutsi.

Actuellement si l'intensité des massacres perpétrés par les uns et les autres a baissé, l'on ne peut dire que la sécurité est totale. Ici et là, l'on apprend que des éléments de l'armée déguisés en civils ou en "mission officielle" continuent à tuer et à piller. Les populations continuent à se dresser les unes contre les autres et à s'entre-tuer comme cela s'est produit cette nuit à l'Ecole Secondaire des Techniques Administratives.

Il est important et nécessaire que des actions soient entreprises pour juguler complètement et définitivement la violence.

II. COMMENT GERER ALORS LA SITUATION ACTUELLE

Outre le concours humanitaire qui doit être poursuivi à l'endroit des populations déshéritées, des actions politiques doivent être entreprises pour juguler à jamais les raisons profondes qui cycliquement ont conduit le Burundi à des crises du genre de celle que nous traversons.

Beaucoup de propositions sont aujourd'hui faites, officiellement ou dans des voies clandestines quant aux actions à entreprendre pour le rétablissement de l'ordre, de la sécurité, de la paix et de la confiance dans le pays.

Il s'agit là des propositions visant une gestion ponctuelle de la crise. Le Parti SAHWANYA-FRODEBU a, à chaque fois fait connaître sa position sur les conditions immédiates qu'il faudrait réunir pour raffermir la confiance entre les différentes composantes de la population. Je vous les énumère :

1. Tout citoyen burundais épris réellement de paix, adhérant aux principes de la démocratie et effectivement partisan des droits et libertés de la personne humaine doit condamner sans équivoque l'ignoble assassinat du Président de la République et de beaucoup de ses collaborateurs. C'est cet acte qui a réveillé les vieux démons ethniques que le Président NDADAYE et son pouvoir avaient juré d'extirper à jamais des moeurs et comportements des Burundi.

Devant les générations burundaises présentes et à venir, mais aussi devant toute la communauté humaine, les auteurs et commanditaires du Coup d'Etat sanglant du 21 octobre 1993 doivent porter la responsabilité première des drames que vit le Burundi.

En conséquence, le Parti SAHWANYA-FRODEBU recommande au Gouvernement de mener rapidement une action visant à les faire poursuivre partout où ils pourraient tenter de se réfugier car ils ont commis de véritables crimes contre l'humanité.

A cet effet, il est impérieux que le Gouvernement introduise rapidement auprès des instances internationales habilitées une requête pour la constitution d'une Commission Internationale d'Enquête qui entre autre devrait aboutir à l'identification de ces criminels qu'il faudrait ensuite traquer sans répit.

2. Si l'on peut comprendre le chagrin, la peine et la désolation que la mort du Président NDADAYE, "Le Mandela" tant aimé des millions de burundais de nos campagnes et autres centres qui voyaient en lui leur libérateur, l'on ne peut néanmoins cautionner les tueries qui ont suivi cet assassinat prétendument pour venger la mort du Président NDADAYE.

Plus que jamais, l'on constate combien était pertinente l'attention que le Président NDADAYE portait à l'idéologie et à la culture des droits de l'homme.

Il faudra dès lors, pour aller dans ce sens, que tous ceux qui se sont rendus coupables d'une manière ou d'une autre des tueries qui ensanglantent notre pays soient poursuivis suivant les lois et règlements burundais.

Par ailleurs, les faits que nous vivons montrent combien la gestion sectaire des pouvoirs qui se sont succédés au Burundi depuis une trentaine d'années ont conduit le peuple burundais à des visions et analyses manichéennes fortement nocives.

A cet effet, le Parti SAHWANYA-FRODEBU recommande au Gouvernement, à toutes les forces politiques éprises de paix et de libertés, et à tous les groupes militant réellement pour les droits de l'homme de se manifester et conjuguer leurs forces pour contrer à jamais des tendances du genre.

3. Dans de nombreux cas, l'énervement et la dérive meurtrière qu'on a observés au sein de la population ont été la conséquence d'un comportement irresponsable des éléments de l'Armée qui au lieu de s'atteler au rétablissement de l'ordre et à favoriser la sécurité pour tous, se sont révélés être de véritables obstacles à la paix.

Le FRODEBU réitère sa recommandation que toutes les forces militaires évoluant à la campagne sans réquisition expresse et collaboration avec l'administration soient retirées.

Pour que cette recommandation soit effective, l'administration est appelée à se manifester et à reprendre fermement en main l'encadrement des circonscriptions territoriales du pays, de la colline de recensement à la province, en passant par la zone et la commune.

Néanmoins, tout le monde se rend compte que cette administration ne peut de nouveau être active que si sa sécurité est garantie, c'est à dire non mise à l'épreuve par des éléments de l'armée qui, dans certaines régions semblent décidés à défier l'ordre et la discipline qui doivent caractériser toute armée digne de ce nom.

En conséquence, le Parti SAHWANYA-FRODEBU recommande au Gouvernement et au Haut commandement de l'Armée de tout mettre en oeuvre pour que les éléments de l'armée qui terrorisent la population soient retirés de nos campagnes et soumis à la rigueur de la loi.

Pour consolider la sécurité qui doit être mutuellement garantie entre toutes les composantes de la population, il est impératif que sur toutes les collines du pays soient constitués des comités locaux de sécurité où se côtoient des "bashingantahe" issus de toute les ethnies, comités qui devraient être redevables de la conception et la gestion de la sécurité pour tous.

4. Compte tenu de la situation grave qui règne dans les écoles d'enseignement secondaire, où les élèves ne peuvent pas pour le moment poursuivre leurs études dans la sérénité, le Parti SAHWANYA-FRODEBU recommande au Gouvernement de fermer toutes les écoles et analyser les possibilités de mettre ces nombreuses forces aujourd'hui perdues dans des chicanes ethniques dans des actions de reconstruction du pays dans les différentes circonscriptions communales dont ils sont originaires.

5. Ces élèves et étudiants pourraient être mis à profit dans l'organisation de la distribution de l'aide humanitaire destinée aux victimes de la tragédie que le pays vit.

Dans ce sens, il est important et indispensable que cette aide soit correctement et équitablement distribuée. Ces victimes sont essentiellement de deux catégories : les populations regroupées dans des centres (paroisses, écoles, centres de santé etc..) ou dans les marais, les vallées ou les boisements. Tout doit être fait pour que toutes ces populations soient secourues sans discrimination aucune.

6. Au delà de toutes ces recommandations adressées au Gouvernement, il importe aussi que les forces politiques s'investissent largement dans le rétablissement de l'ordre, de la paix et de la sécurité. Parmi ces forces, le Parti SAHWANYA-FRODEBU joue un rôle de premier plan. C'est lui qui a gagné les élections présidentielles et législatives. Comme la population burundaise a eu confiance dans son projet politique, économique et social, il jouit donc d'une large audience de cette dernière. Par conséquent, il doit jouer - et joue d'ailleurs - un rôle primordial dans cette campagne de rétablissement de la sécurité, de l'ordre et de la confiance.

Je profite de cette occasion pour lancer un vibrant appel à tous les militants du Parti SAHWANYA-FRODEBU pour que le sang versé par les martyrs de la démocratie et des droits de l'homme soit cette sève qui fait grandir un corps au profit de tous ses membres.

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU aura réussi sa mission historique si la culture de la démocratie et des droits de l'homme s'enracine et se vit dans tous les cocurs. Notre parti aura atteint son but si la philosophie, la dangereuse philosophie de l'exclusion de l'autre des avantages politiques, sociaux, économiques et autres est extirpés à jamais des moeurs et comportements politiques. Notre parti aura réussi sa mission s'il parvient à briser toute tendance globalisante, revancharde et tribaliste à rebours. Il nous faut donc une mobilisation générale pour que, aujourd'hui, plus qu'hier, nous puissions bâtir un véritable Etat de Droit, un Etat sûr et rassurant pour chacun et pour tous, un Etat qui sécurise les Hutu autant que les Tutsi, un Etat qui réprime le crime d'où qu'il vienne et peu importe l'auteur et le commanditaire, bref un Etat démocratique où aucun groupe n'osera plus remettre en cause le verdict populaire. Concrètement et face à la situation grave que traverse le pays, je demande aux militants du Parti SAHWANYA-FRODEBU ce qui suit :

- a) Vaincre la peine que je partage avec eux, moi qui ai perdu, au cours de cette grave épreuve nationale non seulement des amis et compagnons politiques, mais aussi l'être le plus cher de ma vie, mon épouse.

Nous vaincrons, et je suis sûr que nous sommes sur la bonne voie, nos adversaires qui cherchent à tout prix à miner le chemin de la démocratie par une grandeur d'âme.

- b) Réanimer activement les structures et organes du Parti pour qu'ils soient un instrument aussi efficace dans le rétablissement de la paix de la sécurité sur toutes nos collines, exactement comme nous l'avons fait quand au cours des mois de mai et juin, nous partions pacifiquement et démocratiquement à la conquête du pouvoir.

Les membres du parti, partout où ils sont doivent savoir s'assurer une sécurité collective qu'ils doivent également partager avec les autres citoyens de leurs terroirs comme nous avons partagé les délices de la victoire du mois de juin 1993.

- c) S'associer avec les hommes de bonne volonté, partout où ils sont pour barrer la route à tous ceux qui par des voies violentes cherchent à usurper notre victoire, celle d'une véritable démocratie sûre et rassurante pour chacun et pour tous. Plus que jamais, la formation, autour du FRODEBU, d'un vaste mouvement démocratique plongeant ses racines dans toutes les composantes socio-ethniques de notre pays se trouve-t-elle aujourd'hui à l'ordre du jour. Il faut à tout prix marginaliser et paralyser à jamais tous les courants centrifuges et anti-démocratiques qui nous ont fait tant piétiner dans notre marche vers la démocratie.

Un débat relatif à cette ambition devrait être menée, dans le respect de l'ordre constitutionnel, du verdict populaire de juin 1993 et entouré d'une volonté politique : celle de vaincre à jamais tous les obstacles pour la consolidation d'une saine démocratie au Burundi.

III. PERSPECTIVES POLITIQUES POUR ASSEOIR UNE VERITABLE DEMOCRATIE AU BURUNDI

Dans cet objectif, il importe que la gestion de la période intérimaire se fasse dans le respect de tous ces pré-réquis. La Cour Constitutionnelle vient de faire suite à la saisine que lui avait adressé le Gouvernement en vue de la Constatation de la vacance du Président de la République.

Alors que le Gouvernement n'avait saisi la Cour que sur un point précis celui relatif à la constatation de la vacance du Président de la République, les membres de cette cour sont allés très loin en statuant "ultra petita" notamment en ce qui concerne l'organe chargé d'assurer l'intérim du Président de la République.

Outre ce vice de procédure judiciaire - en principe, le juge ne se prononce que sur les prétentions lui soumises par les parties -, l'arrêt comporte une extravagance politique qui peut compliquer le processus de stabilisation de la situation qui devrait être recherché en vue de bien préparer les élections présidentielles qui feront retourner le pays aux institutions normales.

Soucieux de favoriser un climat de paix dans le respect strict de la légalité constitutionnelle, le FRODEBU pense que la situation que vit le pays est un véritable cas de force majeure. Il s'avère donc qu'il ne peut être procédé à l'organisation de nouvelles élections présidentielles avant au moins une année. Il faudrait préalablement rétablir la paix et la sécurité dans le pays, reconstruire les infrastructures économiques et sociales détruites et surtout rapatrier le sixième de la population burundaise aujourd'hui contraint à vivre en exil. Cela ne peut être réalisé en moins d'une année.

Quant à l'intérim du Président de la République ne pourrait-il pas être assuré par le nouveau Président de l'Assemblée Nationale dont cette institution va certainement se doter au cours des prochains jours ?

En tout état de cause, le Parti SAHWANYA-FRODEBU se rend compte aujourd'hui que le pays doit faire d'importants choix pour éviter de sombrer dans une crise inextricable.

En effet, au delà des aspects intérieurs évidents de la crise que nous traversons, il faut noter qu'elle a vite fait d'avoir une connotation sous-régionale. Près d'un million de burundais sont aujourd'hui partis au Rwanda, au Zaïre et en Tanzanie où ils pèsent lourdement sur les infrastructures économiques et sociales de ces pays. Jusque quand ces derniers, tous décidés qu'ils sont, nous en sommes sûrs, à offrir leur concours pour soulager ces populations, vont-ils pouvoir le faire ? Que chacun se mette à leur place et réponde.

Pour nous au FRODEBU, la réponse est claire. Le Gouvernement burundais, toute les forces politiques, les groupes sociaux, l'Armée et d'autres pans de la société nationale doivent consentir des efforts et faire preuve d'un engagement patriotique destiné non seulement à favoriser la paix et la réconciliation nationale à l'intérieur du Burundi mais aussi pour sauvegarder la paix et la sécurité dans notre sous-région. Ce n'est donc pas la diplomatie qui amenera les burundais aujourd'hui en exil à retourner au pays. Ce sont des actions de politique intérieure destinées à conforter la confiance entre les différentes composantes sociales et ethniques qui y parviendront. J'en énumère certaines :

- a) Le soutien d'une force internationale de protection des institutions démocratiques et des personnalités politiques ;

Cette force a été demandée par le gouvernement soutenu en cela par une très large majorité de la population. Le Parti SAHWANYA-FRODEBU garantit le gouvernement et toute la population burundaise de son soutien de cette initiative.

- b) La constitution rapide d'une force recrutée sur des bases nationales destinée à protéger les institutions démocratiques et les personnalités politiques et capable de dissuader et de faire face en cas de besoin à toute aventure putschiste à l'image de celle du 21 octobre 1993.
- c) La définition et l'exécution d'une politique nationale de défense qui combine la mise à profit des disponibilités populaires et l'édification d'une véritable armée nationale qui recrute dans toutes les ethnies, dans toutes les régions et dans tous les clans. Cette armée devra être éduquée dans l'esprit et la culture démocratiques qui doivent inéluctablement triompher dans la gestion du Burundi.

Il est plus que temps que les forces armées au Burundi ne fassent plus objet de spéculation et/ou de chantage au service d'intérêts sectaires.

Le gouvernement rendrait un excellent service à la Nation Burundaise aujourd'hui en danger en définissant rapidement cette politique. En tout état de cause, le pays est aujourd'hui à un point de non retour. L'armée ne peut plus rester telle qu'elle est, elle doit être profondément réformée, conformément aux réalités nationales et à l'idéal démocratique qui doit triompher au Burundi.

Voilà Mesdames, Messieurs les Représentants des Missions Diplomatiques et Consulaires, Mesdames, Messieurs les Journalistes le point de vue du Parti SAHWANYA-FRODEBU sur la crise actuelle et comment elle pourrait être surmontée.

Je vous remercie.